



Mission régionale d'autorité environnementale

**Auvergne-Rhône-Alpes**

**Décision de la mission régionale d'autorité environnementale  
après examen au cas par cas relative à la mise en compatibilité  
dans le cadre d'une déclaration de projet pour la réhabilitation de  
deux bâtiments pour des activités pédagogiques et commerciales  
du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune d'Habère-Poche  
(74)**

Décision n°2022-ARA-KKU-2720

# **Décision après examen au cas par cas**

## **en application de l'article R. 104-28 du code de l'urbanisme**

La mission régionale d'autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes du Conseil général de l'environnement et du développement durable,

Vu la directive n° 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 104-1 à L. 104-8 et R. 104-1 à R. 104-38 ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté de la ministre de la transition écologique du 11 août 2020 portant approbation du règlement intérieur du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés ministériels portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe) en date des 11 août 2020, 22 septembre 2020, 6 octobre 2020, 19 novembre 2020, 6 avril 2021, 2 juin 2021, 19 juillet 2021, 24 mars 2022 et 5 mai 2022 ;

Vu la décision du 24 mai 2022 de la mission régionale d'autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes portant exercice des délégations prévues à l'article 17 du décret du 2 octobre 2015 susvisé ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le n°2022-ARA-KKU-2720, présentée le 20 juin 2022 par la commune d'Habère-Poche (74), relative à la mise en compatibilité dans le cadre d'une déclaration de projet pour la réhabilitation de deux bâtiments pour des activités pédagogiques et commerciales de son plan local d'urbanisme (PLU) ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé en date du 24 juin 2022 ;

Vu la contribution de la direction départementale des territoires de la Haute-Savoie en date du 22 juillet 2022 ;

**Considérant** que la commune d'Habère-Poche (Haute-Savoie) compte 1475 habitants sur une superficie de 12 km<sup>2</sup> (données Insee 2019), qu'elle fait partie de la communauté de communes de la Vallée Verte, est couverte par le schéma de cohérence territoriale (Scot) des Trois Vallées dont l'armature territoriale la qualifie de bourg, qu'elle est soumise à la loi montagne ;

**Considérant** que le projet de mise en compatibilité dans le cadre d'une déclaration de projet pour la réhabilitation de deux bâtiments pour des activités pédagogiques et commerciales a pour objet de permettre la création d'une aire de stationnement et, plus précisément de :

- modifier le règlement graphique pour classer dans le lieu-dit « Ramble » un tènement d'une contenance d'environ 1 500 m<sup>2</sup> (parcelles A 80, 3372 et 3373), situé en zone agricole indiquée A, en zone urbaine correspondant aux extensions récentes et hameaux indiquée UD, dans un secteur indicé UD1, afin d'y réaliser une aire de stationnement ;
- modifier le règlement écrit pour préciser que dans le secteur UD1, seule la création d'une aire de stationnement est autorisée ;

**Considérant** que le dossier précise que cette opération s'inscrit dans un projet plus global sur une superficie d'environ 1 ha qui comprend :

- la réhabilitation de deux bâtiments existants actuellement à l'abandon classés en secteur UDa, comprenant la réhabilitation d'une ancienne colonie de vacances pour accueillir un restaurant, une cave à vin, un gîte et chambres d'hôtes, un traiteur et une salle de réception et de séminaires ou congrès ;
- la construction d'une ferme pédagogique avec production et vente directe de fruits, légumes, fromages et produits locaux en zone A ;
- la réalisation d'un lotissement de six lots destinés à l'habitation individuelle en zone UDa ;
- l'aménagement d'une aire de stationnement ouverte au public dans le secteur UD1 de 46 places pour les véhicules automobiles avec 2 places pour les cars et 10 places pour les deux roues ;

**Considérant** que l'évolution projetée du PLU, qui concerne une aire de stationnement mutualisée pour plusieurs opérations du projet, n'apparaît pas susceptible d'effets négatifs notables sur l'environnement ;

**Concluant** qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne publique responsable, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet de mise en compatibilité dans le cadre d'une déclaration de projet pour la réhabilitation de deux bâtiments pour des activités pédagogiques et commerciales du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune d'Habère-Poche (74) n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 susvisée.

## **DÉCIDE :**

### **Article 1<sup>er</sup>**

En application des dispositions du chapitre IV du titre préliminaire du livre premier du code de l'urbanisme et sur la base des informations fournies par la personne publique responsable, le projet de mise en compatibilité dans le cadre d'une déclaration de projet pour la réhabilitation de deux bâtiments pour des activités pédagogiques et commerciales du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune d'Habère-Poche (74), objet de la demande n°2022-ARA-KKU-2720, n'est pas soumis à évaluation environnementale.

### **Article 2**

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs.

Elle ne dispense pas les éventuels projets permis par ce plan des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de mise en compatibilité dans le cadre d'une déclaration de projet pour la réhabilitation de deux bâtiments pour des activités pédagogiques et commerciales du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune d'Habère-Poche (74) est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

### **Article 3**

La présente décision sera mise en ligne sur le site internet de la mission régionale d'autorité environnementale. En outre, en application de l'article R. 104-32 du code de l'urbanisme, la présente décision devra être jointe au dossier d'enquête publique ou autre procédure de consultation du public.

Pour la mission régionale d'autorité environnementale  
Auvergne-Rhône-Alpes et par délégation,  
son membre



Marc EZERZER

# Voies et délais de recours

## 1°) Cas d'une décision soumettant à évaluation environnementale

La décision soumettant à évaluation environnementale au titre de l'examen au cas par cas peut faire l'objet :

- d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet, en application des dispositions combinées de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration et de l'article R. 421-1 du code de justice administrative ;
- d'un recours contentieux direct dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision, ou dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux.

*Où adresser votre recours gracieux ?*

Madame la présidente de la mission régionale d'autorité environnementale d'Auvergne-Rhône-Alpes, à l'adresse électronique suivante : [ae-dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ae-dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr) ou l'adresse postale suivante :

- pour les dossiers relatifs aux départements de l'Ain (01), Drôme (26), Isère (38), Rhône (69), Savoie (73) et Haute-Savoie (74) :  
Dreal Auvergne-Rhône-Alpes  
Pôle autorité environnementale  
69 453 Lyon Cedex 06
- pour les dossiers relatifs aux départements de l'Allier (03), Ardèche (07), Cantal (15), Loire (42), Haute-Loire (43) et Puy-de-Dôme (63) :  
Dreal Auvergne-Rhône-Alpes  
Pôle autorité environnementale  
7 rue Léo Lagrange  
63033 Clermont-Ferrand cedex 1

*Où adresser votre recours contentieux ?*

Madame la présidente du tribunal administratif de Lyon  
Palais des Juridictions administratives  
184, rue Duguesclin  
69433 Lyon Cedex 03

## 2°) Cas d'une décision dispensant d'évaluation environnementale

La décision dispensant d'évaluation environnementale rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire :

- elle peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet, en application des dispositions de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration ;
- elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux direct. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision ou l'acte autorisant ou adoptant le plan, schéma ou programme ou document de planification.

*Où adresser votre recours gracieux ?*

- Madame la présidente de la mission régionale d'autorité environnementale d'Auvergne-Rhône-Alpes (voir supra).

*Où adresser votre recours contentieux ?*

- Auprès du tribunal administratif territorialement compétent pour connaître du recours contentieux contre l'acte approuvant le document de planification (cf. article R. 312-1 du code de justice administrative).